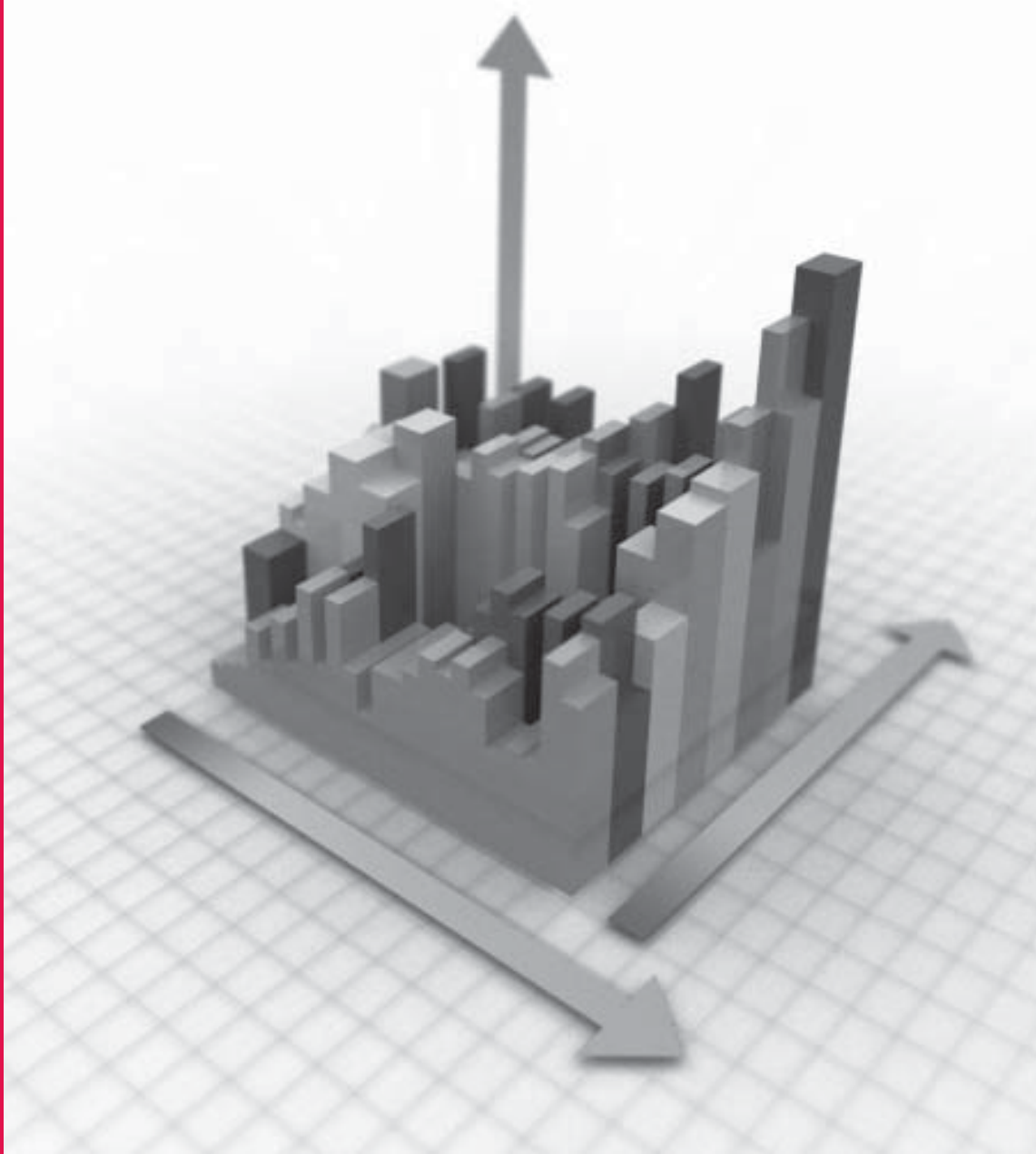




Analyse 2^{ème} trimestre 2011 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 7 JUILLET 2011

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Aurélié DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE ALTARES

LES DEFAILLANCES D'ENTREPRISES SE STABILISENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ.

SUR LE 2^{ÈME} TRIMESTRE 2011, ELLES RECULENT DE MOINS DE 1 %.

14 397 jugements de sauvegarde (324), redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe (14 073) ont été prononcés par les tribunaux sur ce 2^{ème} trimestre 2011. La même période 2010 comptait 14 446 procédures. La baisse globale est de 0,3 % tirée par un recul de 0,8 % des RJ/LJ tandis que les sauvegardes augmentent de 23,7 %.

Les trois quarts des jugements portent sur des micro-entreprises de 0 à 2 salariés (+ 2,9 %) mais les PME restent vulnérables ; 31 sociétés de 100 à 199 salariés ont été placées en RJ ou LJ ce trimestre contre 24 il y a un an. Les activités interentreprises sont dans le vert, celles à destination des particuliers sont à la peine.

Le rythme des défaillances d'entreprises ralentit depuis fin 2009 mais près de 250 entreprises entrent encore en procédure judiciaire chaque jour ouvré depuis le début de l'année. C'est en moyenne une dizaine de moins que sur la période de crise septembre 2008 – septembre 2009.

Le redressement de l'économie se propage mais les entreprises sont encore fragiles. Le retour de la croissance aspire les maigres trésoreries. Les trajectoires de sortie de crise sont encore très sinueuses.

Les défaillances d'entreprises augmentent dans les très petites entreprises mais aussi dans les PME de 100 à 199 salariés.

Les trois quarts des entreprises défaillantes emploient moins de 3 salariés. Plutôt présentes dans les métiers de bouche, de la restauration, des services à la personne ou du commerce, ces structures peinent à résister dans un contexte de consommation des ménages atone. Plus de 10 200 jugements ont été prononcés ce trimestre sur ce type de structures soit une augmentation de 3 % par rapport aux trois même mois 2010. Si les artisans et les commerçants sont moins touchés, les statuts de sociétés civiles et professions libérales sont plus vulnérables.

En dehors de cette catégorie d'entreprises, les indicateurs sont bien orientés sauf pour les PME de 100 à 199 salariés. Peu nombreuses (31), ces sociétés défaillantes emploient néanmoins plus de 4 000 salariés. Sur le 2^{ème} trimestre 2010, 24 avaient fait l'objet d'une procédure de RJ ou LJ. Ces PME, généralement créées il y a plus de 10 ans, présentaient sur leur dernier bilan publié un résultat déficitaire. Autre signe de forte fragilité, les trois quarts d'entre elles retardaient les paiements de leurs fournisseurs de plus de 15 jours.



Decide with Confidence

Les jeunes entreprises moins vulnérables.

Le nombre d'ouvertures de procédures collectives sur des entreprises de 0 à 5 ans est en recul sensible sur ce deuxième trimestre 2011 (-3,1 %). L'effet conjugué de la crise économique et de l'entrée en vigueur du statut d'auto-entrepreneur en 2009 a freiné la dynamique de création d'entreprises sous forme individuelle ou sociétaire depuis 2008 ; ce ralentissement des créations semble peser favorablement sur les statistiques de défaillances de ce début 2011.

En revanche, les tendances sont mal orientées pour les entreprises créées entre 2000 et 2005 (+ 5 %).

Les activités interentreprises sont dans le vert.

Avec un recul des défaillances de - 10 %, l'industrie manufacturière confirme son redressement. L'amélioration est sensible dans de nombreuses activités. La baisse est forte (- 44 %) dans la mécanique industrielle, la fabrication de vêtements de dessus (- 34 %), l'imprimerie de labeur (- 26 %) ou les industries connexes de l'ameublement (- 19 %). En revanche, l'industrie agroalimentaire évolue défavorablement (+ 15 %), principalement dans la boulangerie (+ 12 %) mais aussi, dans des volumes moindres, en boucherie et charcuterie.

Le commerce interentreprises est bien orienté (- 7 %) dans plusieurs activités, notamment dans les matériaux de construction (- 6 %), l'habillement-chaussures (- 23 %), l'équipement industriel (- 38 %) ou l'équipement informatique (- 10 %). Le commerce de détail est en revanche plus délicat (+ 1 %), fragilisé dans les métiers d'alimentation générale (+ 13 %), de boucherie (+ 39 %), quincaillerie (+ 15 %) ou papeterie (+ 20 %). Le commerce et la réparation de véhicules est également dans le rouge (+ 8 %) particulièrement l'entretien automobile (+ 38 %).

Dans la construction, les tendances sont favorables (- 4 %). Les défaillances d'entreprises reculent rapidement dans l'immobilier (- 15 %), essentiellement sur les agences immobilières (- 31 %) tandis qu'elles augmentent chez les marchands de biens immobiliers (+ 7 %). Dans le bâtiment (- 3 %), l'amélioration est portée par les travaux de maçonnerie générale (- 16 %) mais freinée par les travaux d'installation électrique (+ 17 %), d'eau et de gaz (+ 25 %) ou de climatisation (+ 11 %).

Le secteur transport et logistique (- 5 %) s'inscrit également sur une bonne orientation, notamment dans le transport routier de marchandises (- 11 %). Le chiffre des autres activités de transport (+ 18 %) est perturbé par la défaillance de filiales du groupe Mory sans laquelle le secteur serait dans le vert.

Dans les services aux entreprises (- 2 %), l'évolution des procédures est très différente selon l'orientation des services. Les activités scientifiques et techniques s'inscrivent sur des tendances délicates (+ 9 %) principalement dans le conseil de gestion (+ 5 %), l'ingénierie (+ 9 %), les agences de publicité (+ 13 %) ou les relations publiques (+ 43 %). À l'inverse, les chiffres sont bons dans les services administratifs (- 11 %) exception faite des agences de voyage (+ 54 %).



Decide with Confidence

Les activités à destination des particuliers s'inscrivent sur des tendances sévères.

Les défaillances d'entreprises sont en hausse de 5 % dans les services aux particuliers notamment chez les coiffeurs (+ 7 %) et les autres services à la personne (+ 21 %) ; en hausse de 5 % également dans les CHR en particulier dans l'hébergement (+ 16 %). Les ouvertures de procédures collectives augmentent de 4 % dans les débits de boisson comme dans la restauration traditionnelle et 7 % dans la restauration rapide.

Parmi les autres activités à destination de la personne, la dégradation est très sensible dans les métiers de l'action sociale et la santé humaine (+ 56 %). Nous trouvons ici des infirmiers (+ 82 %) ou l'aide à domicile (+ 53 %). Les activités récréatives ne sont pas épargnées (+ 8 %) ; parmi celles-ci les clubs de sport (+ 170 %). De façon générale, le monde associatif peine ; 180 associations sont entrées en procédure sur les trois derniers mois, cela représente une dégradation de 51 % par rapport aux mêmes mois 2010.

Les défaillances d'entreprises augmentent également sensiblement dans l'agriculture (+ 6 %) en particulier dans les activités de culture (+ 16 %).

Les défaillances en recul dans plus de la moitié des régions.

Les indicateurs sont au vert dans 13 régions. 3 régions enregistrent des évolutions fortement dégradées.

En Franche-Comté, Limousin et Poitou-Charentes, la hausse des défaillances d'entreprises explosent de plus de 20 % sur ce 2^{ème} trimestre 2011. Pour autant, ces fortes tendances marquent davantage une correction des chiffres qu'une dégradation conjoncturelle ; en effet, ces trois régions enregistraient chacune, sur le 2^{ème} trimestre 2010 comparé au même trimestre 2009, des améliorations de 20 % et plus.

Les six autres régions mal orientées sont l'Alsace (+ 13 %), la Bretagne (+ 9 %), le Centre (+ 7 %), la Haute-Normandie (+ 3 %) mais aussi Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 6 %) et Picardie (+ 10 %).

Les autres régions sont bien orientées. C'est le cas de Languedoc-Roussillon et Pays-de-la-Loire (- 2 %), l'Île-de-France, Rhône-Alpes et Bourgogne (- 3 %), Nord-Pas-de-Calais (- 4 %), Basse-Normandie (- 5 %), Midi-Pyrénées (- 6 %), Aquitaine et Corse (- 9 %) avec sur le podium l'Auvergne (- 12 %), Champagne-Ardenne et Lorraine (- 17 %).

Le recours à la procédure de sauvegarde se propage dans les régions.

324 dirigeants d'entreprise ont sollicité du tribunal, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde ; c'est + 24 % en comparaison du 2^{ème} trimestre 2010.

Le tiers des procédures concernent des entreprises sans salarié, démonstration que le dispositif de sauvegarde est également adapté aux micro-entreprises et TPE.

C'est dans les activités de commerce de détail (49 soit + 40 %) et de l'industrie manufacturière (34 soit + 17 %) que le recours à cette procédure préventive est le plus fort.



Decide with Confidence

Signe encourageant d'une meilleure lisibilité des contours du dispositif, le nombre d'ouvertures de sauvegarde augmente sensiblement dans plusieurs régions. Depuis sa mise en place, la sauvegarde était surtout à mettre à l'actif des tribunaux du Sud-est, les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient loin devant la troisième, l'Île-de-France. Sur ce 2^{ème} trimestre 2011, ces trois régions mais aussi Aquitaine et Languedoc-Roussillon passent le cap des 30 sauvegardes au trimestre. Elles précèdent la Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes qui ont prononcé plus de 20 sauvegardes chacune.

« Si le retour d'activité s'accompagne d'une baisse des défaillances d'entreprises, l'absence de tendance très marquée illustre un partage très inégal de la reprise chez les acteurs économiques », relève Thierry MILLON, responsable des analyses Altares.

« L'industrie, qui avait payé un lourd tribut à la crise, poursuit son redressement, de même que le transport ou l'immobilier. En revanche, la consommation des ménages atone pèse sur les métiers à destination des particuliers. Ces derniers, traditionnellement les plus nombreux, limitent donc la baisse des défaillances à moins de 1 %. C'est le cas sur chacun des mois de ce 2^{ème} trimestre appréciés en jours ouvrés.

Le business interentreprises est donc plus dynamique que celui vers le consommateur, toutefois si la reprise a permis de reconstituer les stocks des entreprises, la hausse des prix des matières premières et les pressions sur les prix semblent ne pas encore permettre de reconstituer les marges. C'est pourquoi, les entreprises restent préoccupées par les questions de financement. La sortie de crise est gourmande en trésorerie et pour ne pas manquer le rendez-vous de la croissance, les entreprises vont devoir piloter au plus près leur besoin en fonds de roulement. Les règlements interentreprises restent tendus, les retards de paiement fréquents, autant de signes forts invitant les dirigeants à être très attentifs sur leur poste client ; rappelons qu'une défaillance sur quatre est liée à des retards de paiement ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 180 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 53 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

8

- 9 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par tranches d'âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Évolution des défaillances - 12 mois glissants - septembre 2001 à juin 2011
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 13 Défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

14

- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 18 Évolution des sauvegardes - 12 mois glissants- décembre 2006 à juin 2011
 - Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région - 2^{ème} trimestre 2011
- 19 Sauvegardes d'entreprises de plus de 10 M€ de chiffre d'affaires

MÉTHODOLOGIE

20

ANNEXES

LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

23

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

26

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 02 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

2 ^{èmes} trimestres	2009	2010	2011
France	14 996	14 184	14 073
Evolution Vs N-1	15 %	-5,4 %	-0,8 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
0 salarié	6 146	6 384	3,9 %
1 ou 2 salariés	3 785	3 834	1,3 %
3 à 5 salariés	2 126	1 926	-9,4 %
6 à 9 salariés	1 068	931	-12,8 %
10 à 19 salariés	635	588	-7,4 %
20 à 49 salariés	324	322	-0,6 %
50 à 99 salariés	59	46	-22,0 %
100 à 199 salariés	24	31	29,2 %
200 salariés et plus	17	11	-35,3 %
TOTAL FRANCE	14 184	14 073	-0,8 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
moins de 3 ans	3 153	3 055	-3,1 %
3 à 5 ans	4 830	4 680	-3,1 %
6 à 10 ans	2 838	2 980	5,0 %
11 à 15 ans	1 273	1 248	-2,0 %
16 à 50 ans	2 055	2 071	0,8 %
51 ans et plus	35	39	11,4 %
TOTAL FRANCE	14 184	14 073	-0,8 %

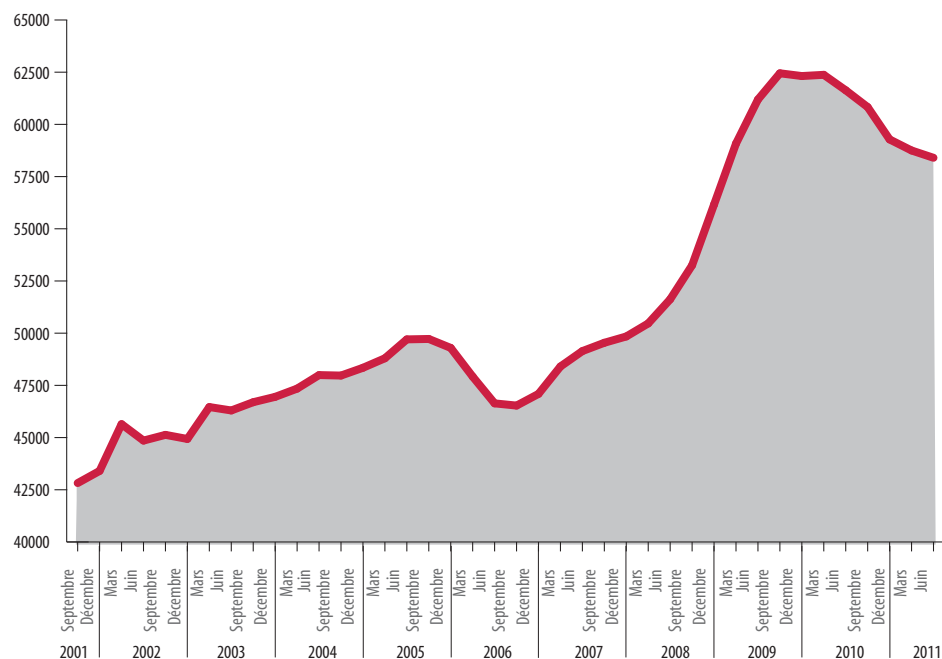
STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
AGRICULTURE	235	248	5,5 %
Chasse, pêche, forêt	47	50	6,4 %
Culture	101	117	15,8 %
Élevage	87	81	-6,9 %
CONSTRUCTION	4 379	4 183	-4,5 %
Bâtiment	3 839	3 724	-3,0 %
Immobilier	540	459	-15,0 %
COMMERCE	3 216	3 201	-0,5 %
Commerce & réparation de véhicules	388	419	8,0 %
Commerce de détail	1 937	1 955	0,9 %
Commerce interentreprises	891	827	-7,2 %
INDUSTRIE	1 102	1 064	-3,4 %
Industrie agroalimentaire	300	345	15,0 %
Industrie manufacturière	802	719	-10,3 %
INFORMATION & COMMUNICATION	392	350	-10,7 %
Services informatiques & édition de logiciels	232	182	-21,6 %
Autres activités information & communication	160	168	5,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	475	451	-5,1 %
Transport routier de marchandises	377	335	-11,1 %
Autres activités de transport	98	116	18,4 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	80	86	7,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 755	1 725	-1,7 %
Activités scientifiques & techniques	819	892	8,9 %
Services administratifs aux entreprises	936	833	-11,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	545	572	5,0 %
Activités de réparation	96	93	-3,1 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	326	330	1,23 %
Autres services à la personne	123	149	21,1 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 509	1 583	4,9 %
Hébergement	101	117	15,8 %
Restauration	1 151	1 198	4,1 %
Débits de boissons	257	268	4,3 %
AUTRES ACTIVITÉS	496	610	23,0 %
Santé humaine & action sociale	130	203	56,2 %
Activités récréatives	156	169	8,3 %
Enseignement	109	114	4,6 %
Autres activités	101	124	22,8 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	14 184	14 073	-0,8 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

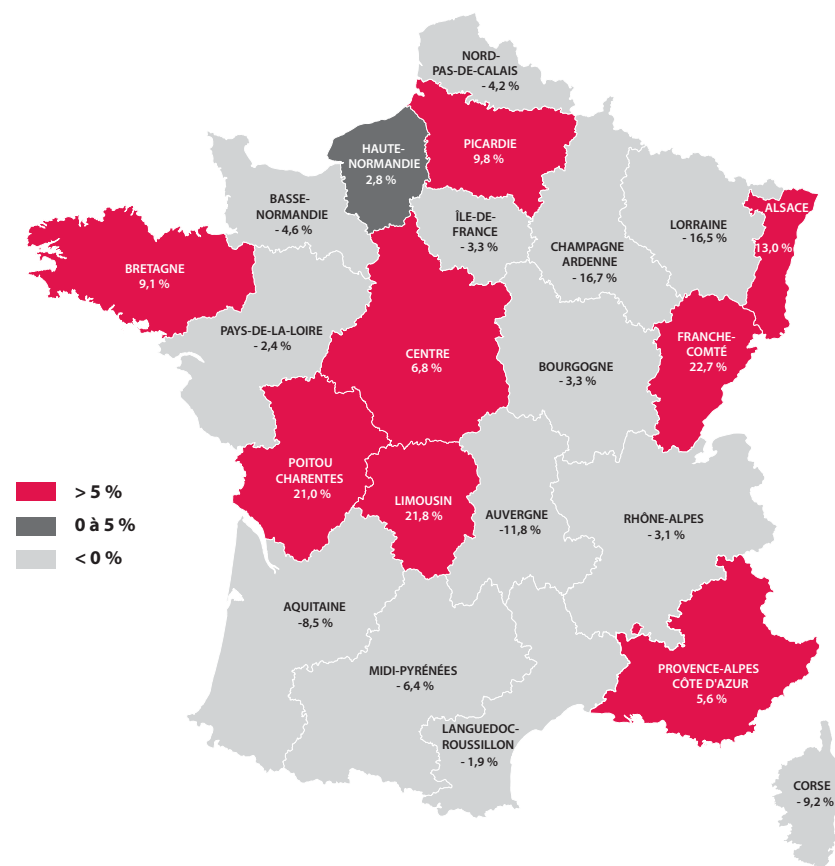
RÉGION	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
Alsace	331	374	13,0 %
Aquitaine	822	752	- 8,5 %
Auvergne	228	201	- 11,8 %
Basse Normandie	303	289	- 4,6 %
Bourgogne	306	296	- 3,3 %
Bretagne	548	598	9,1 %
Centre	497	531	6,8 %
Champagne-Ardenne	258	215	- 16,7 %
Corse	76	69	- 9,2 %
Franche-Comté	211	259	22,7 %
Haute-Normandie	327	336	2,8 %
Île-de-France	3 026	2 926	- 3,3 %
Languedoc-Roussillon	795	780	- 1,9 %
Limousin	133	162	21,8 %
Lorraine	442	369	- 16,5 %
Midi-Pyrénées	660	618	- 6,4 %
Nord-Pas de Calais	805	771	- 4,2 %
Pays-de-la-Loire	680	664	- 2,4 %
Picardie	348	382	9,8 %
Poitou-Charentes	319	386	21,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 423	1 502	5,6 %
Rhône-Alpes	1 532	1 485	- 3,1 %
Autres (dont DOM)	114	108	- 5,3 %
TOTAL FRANCE	14 184	14 073	- 0,8 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 10 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - SEPTEMBRE 2001 À JUIN 2011)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION

SOURCE ALTARES



DEFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES (BILANS 2010, 2009 OU 2008 PUBLIÉS)

RAISON SOCIALE	DPT	CODE NAF	ACTIVITE	ANNÉE DE CRÉATION	CA (K€)	EFFECTIF	MOIS DE PROCÉDURE
MORY TEAM	93	5229A	Messagerie, fret express	2002	542 680	3677	06
ALIZE COMMODITIES	75	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	1999	142 181	9	06
SÉCURITÉ ET SIGNALISATION	37	2599B	Fabrication d'autres articles métalliques	1966	78 041	558	05
ECONOMIQ BRAGARDE BOUCHERIE CHARCUTERIE	52	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1966	50 138	141	06
STECO POWER	45	2720Z	Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques	2007	43 412	238	05
PARQUETS MARTY	47	1622Z	Fabrication de parquets assemblés	1957	38 441	369	05
MORY	93	6420Z	Activités des sociétés holding	2005	37 738	9	06
DUTHEIL	75	4120B	Construction d'autres bâtiments	1987	34 768	142	06
KERTEL	75	6190Z	Autres activités de télécommunication	1999	33 167	31	04
DEZELLUS	62	4211Z	Construction de routes et autoroutes	1998	30 589	209	05
ATELIERS CONSTRUCTIONS METALL DELPOUX	81	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	1989	30 045	137	06
YELLOW MEDIA	92	9003B	Autre création artistique	1992	29 811	149	06
SA EXPLT ETS BESSET ET JEAN	12	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1977	28 691	43	06
SOC BELIPA	72	3109B	Fab. autres meubles et industries	1986	26 650	174	04
DIMITECH	67	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	2007	24 689	26	06
NET CACAO	13	1082Z	Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie	2006	24 317	184	06
S.N.T.D. AUTOMOTIVE	93	5229B	Affrètement et organisation des transports	1999	23 578	244	06
MINDSCAPE	92	5821Z	Édition de jeux électroniques	1996	23 101	121	06
BOIS & CHIFFONS INTERNATIONAL	77	4647Z	Commerce interentreprises de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage	1988	22 929	74	06
TOUT BEURRE	95	4633Z	Commerce interentreprises de produits laitiers, œufs, huiles	1966	22 050	44	05
SEDIS-SERVICE ET DISTRIBUTION	17	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	1971	20 922	116	06
IDESKO	30	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	2005	20 741	154	04
SYNERGIES LOGISTIQUES TRANSPORTS	49	4941A	Transports routiers de fret interurbains	1985	20 049	224	06

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 02 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

2 ^{èmes} trimestres	2009	2010	2011
France	338	262	324
Évolution Vs N-1	141,4 %	- 22,5 %	23,7 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
0 salarié	71	107	50,7 %
1 ou 2 salariés	40	60	50,0 %
3 à 5 salariés	34	42	23,5 %
6 à 9 salariés	30	34	13,3 %
10 à 19 salariés	31	38	22,6 %
20 à 49 salariés	35	26	- 25,7 %
50 à 99 salariés	13	9	- 30,8 %
100 salariés et plus	8	8	0,0 %
TOTAL FRANCE	262	324	23,7 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
moins de 3 ans	43	58	34,9 %
3 à 5 ans	69	94	36,2 %
6 à 10 ans	55	55	0,0 %
11 à 15 ans	30	37	23,3 %
16 ans et plus	65	80	23,1 %
TOTAL FRANCE	262	324	23,7 %

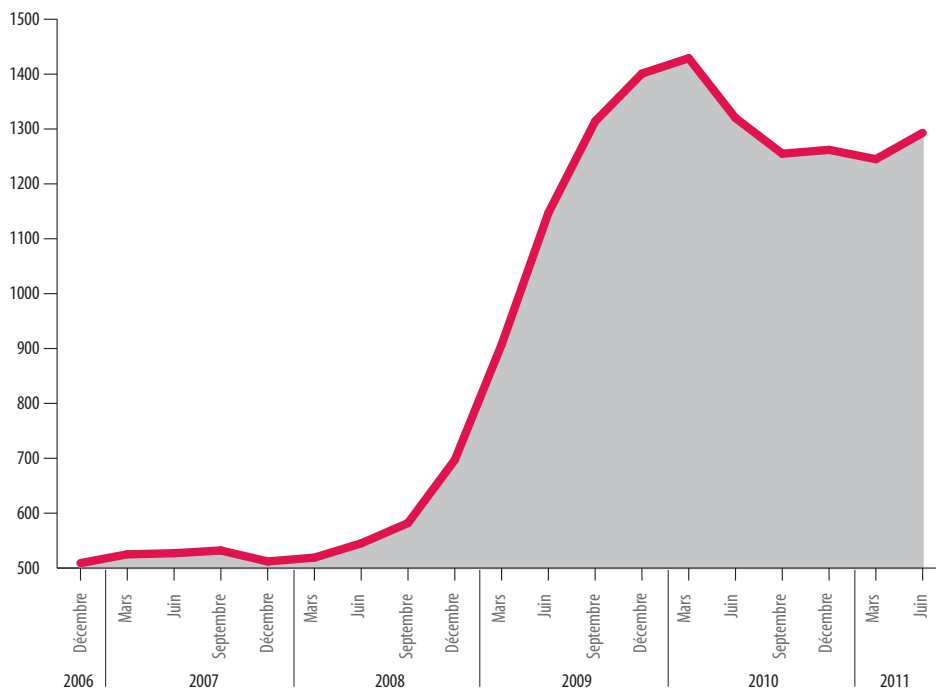
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
AGRICULTURE	4	8	100,0 %
Chasse, pêche, forêt	2	1	-
Culture	2	2	0,0 %
Élevage	-	5	-
CONSTRUCTION	62	60	- 3,2 %
Bâtiment	42	28	-33,3 %
Immobilier	20	32	60,0 %
COMMERCE	60	76	26,7 %
Commerce & réparation de véhicules	9	9	0,0 %
Commerce de détail	35	49	40,0 %
Commerce interentreprises	16	18	12,5 %
INDUSTRIE	32	43	34,4 %
Industrie agroalimentaire	3	9	200,0 %
Industrie manufacturière	29	34	17,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	10	9	- 10,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	7	5	- 28,6 %
Autres activités information & communication	3	4	33,3 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	12	7	- 41,7 %
Transport routier de marchandises	7	6	- 14,3 %
Autres activités de transport	5	1	- 80,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	4	12	200,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	40	46	15,0 %
Activités scientifiques & techniques	16	14	- 12,5 %
Services administratifs aux entreprises	24	32	33,3 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	5	10	100,0 %
Activités de réparation	2	1	- 50,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	7	133,3 %
Autres services à la personne	-	2	-
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	24	37	54,2 %
Hébergement	7	16	128,6 %
Restauration	14	18	28,6 %
Débits de boissons	3	3	0,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	9	16	77,8 %
Santé humaine & action sociale	4	7	75,0 %
Activités récréatives	1	4	300,0 %
Enseignement	-	-	-
Autres activités	4	5	25,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	262	324	23,7 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

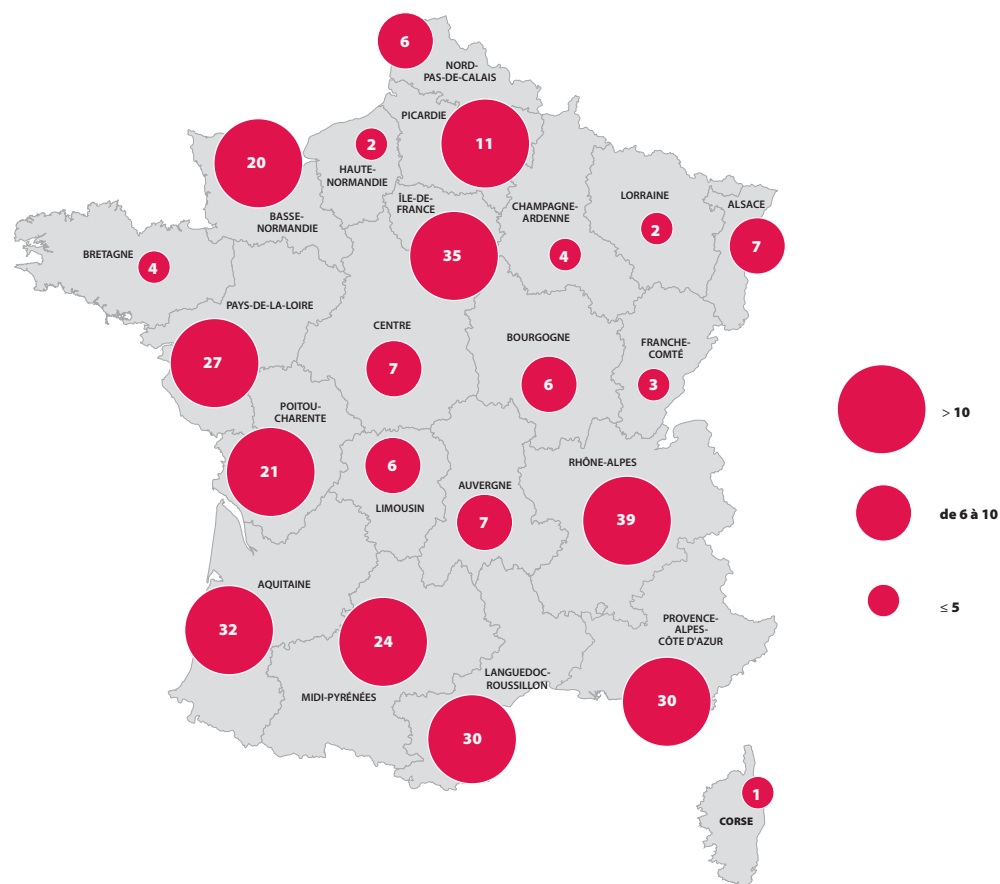
RÉGION	2 ^{ème} trimestre 2010	2 ^{ème} trimestre 2011	Évolution trimestre
Alsace	2	7	250,0 %
Aquitaine	36	32	- 11,1 %
Auvergne	5	7	40,0 %
Basse Normandie	10	20	100,0 %
Bourgogne	5	6	20,0 %
Bretagne	9	4	- 55,6 %
Centre	3	7	133,3 %
Champagne-Ardenne	9	4	- 55,6 %
Corse	-	1	-
Franche-Comté	2	3	50,0 %
Haute-Normandie	5	2	-
Île-de-France	28	35	25,0 %
Languedoc-Roussillon	13	30	130,8 %
Limousin	9	6	-
Lorraine	3	2	- 33,3 %
Midi-Pyrénées	18	24	33,3 %
Nord-Pas de Calais	4	6	50,0 %
Pays-de-la-Loire	8	27	237,5 %
Picardie	7	11	57,1 %
Poitou-Charentes	18	21	16,7 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	30	3,4 %
Rhône-Alpes	36	39	8,3 %
Autres (dont DOM)	3	0	- 100,0 %
TOTAL FRANCE	262	324	23,7 %

ÉVOLUTION DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE DEPUIS 2006 (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 2006 À JUIN 2011)



CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION 2^{ÈME} TRIMESTRE 2011

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES (BILANS 2009 OU 2008 PUBLIÉS)

RAISON SOCIALE	DPT	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA (K€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
MONCIGALE	30	1983	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	103 174	253	06
RECAERO	9	1991	3030Z	Constr. aéronautique et spatiale	22 182	254	05
ÉTABLISSEMENTS FERRAT	66	1961	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	18 440	47	04
KEZIA	69	2000	3320D	Installation d'équipements électriques	16 789	89	05
FOCAST PICARDIE	02	2007	2451Z	Fonderie de fonte	15 528	120	06
ARTIGUES EUROP AUTO	33	2002	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	12 590	10	06
HITIM GROUP	74	1985	2562B	Mécanique industrielle	11 683	135	04
SODIBO	14	1994	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	11 607	49	05
INNODEC	87	1996	2573B	Fabrication d'autres outillages	11 468	149	04
D.E.B DISTRIBUTION EUROLAND	13	1997	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	10 991	30	04
SA TICKNER	14	1985	1623Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	10 410	85	05

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5ème position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie manufacturière	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

ANNEXES

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} SEMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 02 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2009	2010	2011
France	31 992	31 217	30 694
Evolution Vs N-1	19,0 %	-2,4 %	-1,7 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
0 salarié	13 503	13 770	2,0 %
1 ou 2 salariés	8 298	8 310	0,1 %
3 à 5 salariés	4 790	4 369	-8,8 %
6 à 9 salariés	2 368	2 086	-11,9 %
10 à 19 salariés	1 371	1 301	-5,1 %
20 à 49 salariés	689	664	-3,6 %
50 à 99 salariés	116	113	-2,6 %
100 à 199 salariés	57	57	0,0 %
200 salariés et plus	25	24	-4,0 %
TOTAL FRANCE	31 217	30 694	-1,7 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
moins de 3 ans	7 469	5 992	-19,8 %
3 à 5 ans	10 229	10 478	2,4 %
6 à 10 ans	6 054	6 758	11,6 %
11 à 15 ans	2 881	2 796	-3,0 %
16 à 50 ans	4 505	4 585	1,8 %
51 et plus	79	85	7,6 %
TOTAL FRANCE	31 217	30 694	-1,7 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
AGRICULTURE	596	587	- 1,5 %
Chasse, pêche, forêt	123	117	-4,9%
Culture	252	259	2,8%
Élevage	221	211	-4,5%
CONSTRUCTION	9 647	9 068	- 6,0 %
Bâtiment	8 415	7 932	-5,7%
Immobilier	1 232	1 136	-7,8%
COMMERCE	6 999	6 918	- 1,2 %
Commerce & réparation de véhicules	864	958	10,9%
Commerce de détail	4 223	4 242	0,4%
Commerce interentreprises	1 912	1 718	-10,1%
INDUSTRIE	2 428	2 314	- 4,7 %
Industrie agroalimentaire	656	703	7,2%
Industrie manufacturière	1 772	1 611	-9,1%
INFORMATION & COMMUNICATION	823	770	- 6,4 %
Services informatiques & édition de logiciels	459	409	-10,9%
Autres activités information & communication	364	361	-0,8%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 067	939	- 12,0 %
Transport routier de marchandises	832	713	-14,3%
Autres activités de transport	235	226	-3,8%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	172	186	8,1 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	3 728	3 807	2,1 %
Activités scientifiques & techniques	1 820	1 945	6,9%
Services administratifs aux entreprises	1 908	1 862	-2,4%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 165	1 279	9,8 %
Activités de réparation	183	194	6,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	719	729	1,4%
Autres services à la personne	263	356	35,4%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	3 378	3 429	1,5 %
Hébergement	265	273	3,0%
Restauration	2 528	2 574	1,8%
Débites de boissons	585	582	-0,5%
AUTRES ACTIVITÉS	1 214	1 397	15,1 %
Santé humaine & action sociale	331	424	28,1%
Activités récréatives	376	391	4,0%
Enseignement	270	292	8,1%
Autres activités	237	290	22,4%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	31 217	30 694	- 1,7 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
Alsace	804	830	3,2 %
Aquitaine	1 708	1 664	- 2,6 %
Auvergne	490	469	- 4,3 %
Basse Normandie	605	646	6,8 %
Bourgogne	673	688	2,2 %
Bretagne	1 290	1 365	5,8 %
Centre	1 098	1 145	4,3 %
Champagne-Ardenne	535	470	- 12,1 %
Corse	182	155	- 14,8 %
Franche-Comté	454	518	14,1 %
Haute-Normandie	718	698	- 2,8 %
Île-de-France	6 398	6 199	- 3,1 %
Languedoc-Roussillon	1 801	1 742	- 3,3 %
Limousin	333	372	11,7 %
Lorraine	993	920	- 7,4 %
Midi-Pyrénées	1 382	1 330	- 3,8 %
Nord-Pas de Calais	1 807	1 766	- 2,3 %
Pays-de-la-Loire	1 499	1 429	- 4,7 %
Picardie	714	786	10,1 %
Poitou-Charentes	729	794	8,9 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 284	3 271	- 0,4 %
Rhône-Alpes	3 307	3 063	- 7,4 %
DOM et autres	413	374	- 9,4 %
TOTAL FRANCE	31 217	30 694	- 1,7 %

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 02 JUILLET DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE GLOBALE

1 ^{ERS} SEMESTRES	2009	2010	2011
France	680	631	681
Evolution Vs N-1	149,1 %	-7,2 %	7,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
0 salarié	179	212	18,4 %
1 ou 2 salariés	85	117	37,6 %
3 à 5 salariés	87	99	13,8 %
6 à 9 salariés	71	73	2,8 %
10 à 19 salariés	81	74	-8,6 %
20 à 49 salariés	76	66	-13,2 %
50 à 99 salariés	29	19	-34,5 %
100 salariés et plus	23	21	-8,7 %
TOTAL FRANCE	631	681	7,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
moins de 3 ans	111	124	11,7 %
3 à 5 ans	142	175	23,2 %
6 à 10 ans	143	127	-11,2 %
11 à 15 ans	69	85	23,2 %
16 ans et plus	166	170	2,4 %
TOTAL FRANCE	631	681	7,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
AGRICULTURE	21	25	19,0 %
Chasse, pêche, forêt	8	3	- 62,5 %
Culture	13	6	- 53,8 %
Élevage	0	16	-
CONSTRUCTION	117	133	13,7 %
Bâtiment	79	73	- 7,6 %
Immobilier	38	60	57,9 %
COMMERCE	151	146	- 3,3 %
Commerce & réparation de véhicules	33	19	- 42,4 %
Commerce de détail	82	88	7,3 %
Commerce interentreprises	36	39	8,3 %
INDUSTRIE	70	85	21,4 %
Industrie agroalimentaire	6	17	183,3 %
Industrie manufacturière	64	68	6,3 %
INFORMATION & COMMUNICATION	18	15	- 16,7 %
Services informatiques & édition de logiciels	12	9	- 25,0 %
Autres activités information & communication	6	6	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	29	13	- 55,2 %
Transport routier de marchandises	22	9	- 59,1 %
Autres activités de transport	7	4	- 42,9 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	21	50,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	118	118	0,0 %
Activités scientifiques & techniques	55	43	- 21,8 %
Services administratifs aux entreprises	63	75	19,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	13	21	61,5 %
Activités de réparation	2	4	- 100,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	6	13	116,7 %
Autres services à la personne	5	4	20,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	51	62	21,6 %
Hébergement	15	23	53,3 %
Restauration	33	34	3,0 %
Débits de boissons	3	5	66,7 %
AUTRES ACTIVITÉS	29	42	44,8 %
Santé humaine & action sociale	13	13	0,0 %
Activités récréatives	6	15	150,0 %
Enseignement	3	2	- 33,3 %
Autres activités	7	12	71,4 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	631	681	7,9 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	Évolution semestre
Alsace	8	12	50,0 %
Aquitaine	68	61	- 10,3 %
Auvergne	11	13	18,2 %
Basse Normandie	21	36	71,4 %
Bourgogne	13	13	0,0 %
Bretagne	23	16	- 30,4 %
Centre	9	19	111,1 %
Champagne-Ardenne	16	11	- 31,3 %
Corse	1	1	0,0 %
Franche-Comté	2	9	350,0 %
Haute-Normandie	22	8	- 63,6 %
Île-de-France	62	68	9,7 %
Languedoc-Roussillon	37	44	18,9 %
Limousin	11	12	9,1 %
Lorraine	10	10	0,0 %
Midi-Pyrénées	33	40	21,2 %
Nord-Pas de Calais	8	16	100,0 %
Pays-de-la-Loire	25	38	52,0 %
Picardie	13	18	38,5 %
Poitou-Charentes	29	49	69,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	70	97	38,6 %
Rhône-Alpes	89	89	0,0 %
DOM et autres	50	1	- 98,0 %
TOTAL FRANCE	631	681	7,9 %